

Chiffres clés

8,9 millions

de logements sont en situation de **sous-occupation très accentuée**, ce qui représente quasiment $\frac{1}{4}$ des résidences principales.

+38 %

C'est l'augmentation du nombre de **demandeurs de logement social** en 10 ans.

3,5 %

des ménages possèdent la moitié des logements mis en location par des particuliers.

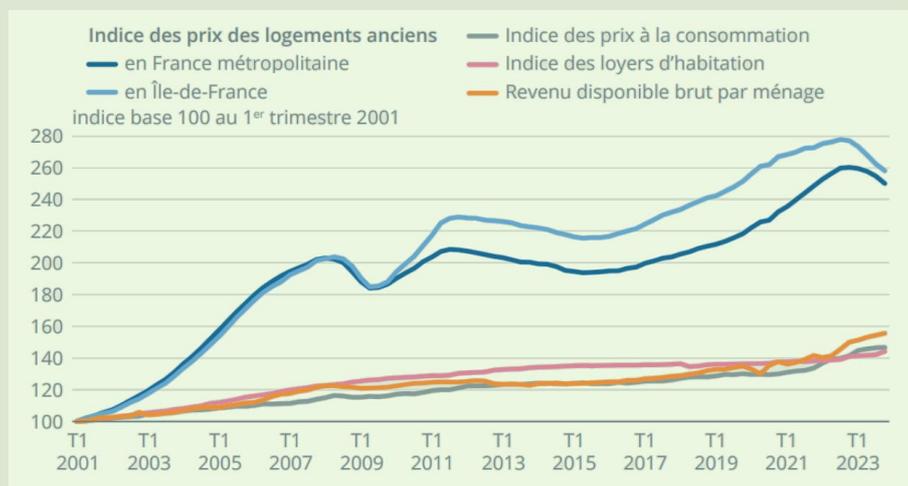
19 %

des gaz à effet de serre proviennent des logements.

Se loger est un besoin fondamental qui justifie depuis les années 1950 une intervention massive de la puissance publique. Se loger est même devenu un droit opposable en 2007.

Après la seconde guerre mondiale, la politique du logement a été initialement centrée sur **la production de logements sociaux**, ce qui a permis d'améliorer le confort et a accompagné les évolutions démographiques et sociales.

Lors des quarante dernières années, les objectifs de soutien à ce secteur clef de l'activité économique ont pris une place croissante et ont contribué à **renchérir le coût de certains logements** (en particulier depuis 2001 ; voir graphique ci-dessous), à rebours de l'objectif de **garantir des logements abordables** et de **résorber le mal-logement**.



Indice des prix des logements anciens, des loyers et des prix à la consommation, et revenu disponible brut par ménage |

Source : Insee

Par ailleurs, **l'impératif écologique** vient percuter les objectifs et modes de financement du secteur du logement (notamment la construction neuve, très émissive de GES) et nos manières d'habiter (le pavillon, gourmand en espace).

La conciliation de ces injonctions contradictoires suppose d'adapter nos politiques en conséquence et appelle à un **renforcement des outils de régulation publique**, notamment au niveau local, échelon qui dispose des leviers pour répondre aux besoins en logement.